

# AMÉRIQUE CENTRALE : APRÈS LA CRISE PANDÉMIQUE

PAR

**Christophe VENTURA**

**Directeur de recherche à l'IRIS**

NOTE D'ACTUALITÉ - FÉVRIER 2023

Note d'actualité réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de développement.

L'Amérique centrale et les sept pays qui la composent concentrent une population d'environ 51 millions d'habitants (2022)<sup>1</sup>. Cette zone est confrontée à plusieurs problématiques et dynamiques de crises communes. Durement frappée par la pandémie de Covid-19, elle en subit toujours les séquelles sociales et économiques qui viennent aggraver les problèmes structurels des sociétés (pauvreté, inégalités, informalité, insécurité alimentaire, violences, etc.), également exacerbés par les conséquences de la guerre d'invasion de la Russie en Ukraine (**partie 1**). Traditionnellement exposée aux phénomènes de désastres naturels, elle est particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques (**partie 2**). Ces dynamiques de crises se combinent et renforcent, comme elles diversifient, les poussées migratoires vers les États-Unis tandis que ces derniers observent la montée en puissance de la Chine dans son « arrière cour » et que des élections se dérouleront dans plusieurs pays de la sous-région en 2023 et 2024 (**partie 3**).

## 1 - LES CONSÉQUENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES DURABLES DU COVID-19

---

L'Amérique centrale a été éprouvée par la pandémie mondiale de Covid-19. Si les pays qui la composent ne sont pas ceux d'Amérique latine qui ont été le plus touchés en proportion de leur population, **plus de 50 000 morts sont néanmoins à y déplorer (2022)**. Le Guatemala a été le plus affecté avec plus de 19 000 décès (9<sup>e</sup> pays le plus touché du sous-continent en nombre de personnes), suivi par le Honduras, le Costa Rica, le Panama, El Salvador et le Nicaragua. Comme partout dans la région, la pandémie a révélé nombre de vulnérabilités des sociétés centre-américaines, dont la faiblesse de l'État, de ses institutions et des services publics, en particulier dans le domaine de la santé. **Les pays de la région connaissent aujourd'hui des niveaux de couverture vaccinale qui s'inscrivent dans la moyenne basse latino-américaine**. Ainsi, au Guatemala, moins de 40% de la population bénéficie d'un schéma de protection complet contre la maladie. Ce chiffre augmente au Honduras (55%) pour atteindre 68% au Salvador, 72% au Panama et 81% au Costa Rica<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, un déphasage se fait jour dans la région entre les effets socio-démographiques durables de la pandémie et la reprise macro-économique relative à l'œuvre depuis 2021. Plus encore que dans les autres sociétés latino-américaines, celles d'Amérique

<sup>1</sup> Belize (0,4 million), Costa Rica (5,2 millions), El Salvador (6,3 millions), Guatemala (17,8 millions), Honduras (10,4 millions), Nicaragua (6,9 millions), Panama (4,4 millions). La définition de la sous-région centre-américaine diffère selon les auteurs et les organisations régionales et internationales. Le Système d'intégration centre-américain (Sica) regroupe ces pays, ainsi que la République dominicaine. Cette note traitera essentiellement de la zone constituée par les pays continentaux et de langue espagnole de l'ensemble, c'est-à-dire le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama. Ce choix répond également au fait que ces pays sont concernés par plusieurs dynamiques et défis communs.

<sup>2</sup> Source : Observatoire Covid-19 de l'Amérique latine et de la Caraïbe de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal). Chiffre non communiqué pour le Nicaragua. En matière d'accès à au moins une dose de vaccin contre le Covid-19, les pays centre-américains s'inscrivent dans la moyenne latino-américaine, hors Brésil et Mexique qui se situent au-dessus.

centrale sont affectées par plusieurs phénomènes de dégradation de leur situation sociale. La pauvreté y a augmenté, fortement dans certains pays :

### % de pauvreté dans la population (comparaison 2019 – 2022)

Pays	2019	2022
Honduras	52%	73%
Guatemala	48%	60%
Nicaragua	44%	46%
El Salvador	30%	31%
Costa Rica	16%	17%
Panama	15%	16%

*Sources: Cepal et Banque mondiale*

Pour leur part, les inégalités sociales s'inscrivent dans la moyenne haute latino-américaine. En effet, dans les pays centre-américains, l'indice de Gini<sup>3</sup> est parmi les plus hauts de la région :

Pays	Indice de Gini (2020)
Guatemala	0,535
Panama	0,506
Nicaragua	0,495
Honduras	0,494
Costa Rica	0,49
El Salvador	0,421

*Source: Cepal*

Depuis 2020, la Cepal relève qu'au Costa Rica (seul pays où elles ont été réévaluées), les inégalités ont augmenté entre 2019 et 2021 du fait de l'augmentation des revenus du cinquième de la population la plus riche.

L'exacerbation, par les conséquences du Covid-19 et de la guerre en Ukraine, des problématiques structurelles socio-économiques des pays centre-américains se vérifie à de multiples niveaux. Le poids du secteur informel dans le travail s'est ainsi renforcé. Dans une région latino-américaine où entre 50% et 80% des emplois créés entre 2021 et 2022 (fin de la pandémie et début de la reprise économique post-pandémique) l'ont été dans le secteur informel, ce dernier représente plus de 80% des postes de travail au Honduras, près de 75% au

<sup>3</sup>L'indice (ou le coefficient) de Gini « est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable et sur une population donnée. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême). L'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. ». Extrait de la définition de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). L'indice de Gini ne prend pas en compte tous les aspects des inégalités sociales qui incluent par exemple l'accès aux services.

Salvador et plus de 75% au Nicaragua, environ 70% au Guatemala, entre 45% et 50% au Panama, 45% au Costa Rica. Ces tendances sont supérieures à la moyenne latino-américaine.

Pourtant, cela ne les a pas empêchés, sur le plan macro-économique, de connaître une vigueur relativement plus importante en 2022 que la plupart des autres pays du sous-continent en matière de reprise de leur production et de leurs exportations après la crise pandémique (entre 2,6% - El Salvador - et 9% - Panama - de croissance). Mais désormais, dans un contexte où, selon le Fonds monétaire international (FMI), « *les pays d'Amérique latine et des Caraïbes devraient enregistrer une baisse de leur croissance [en moyenne régionale] de 3,9% en 2022 à 1,8% en 2023* »<sup>4</sup>, les pays centre-américains confirment la tendance. Selon le FMI, la croissance des pays centre-américains variera de 1,7% (El Salvador) à 4% (Panama) en 2023 et de 1,5% (El Salvador) à 4% (Panama) en 2024 selon la répartition suivante :

Taux de croissance	2023	2024
Costa Rica	2,9%	3%
El Salvador	1,7%	1,5%
Guatemala	3,4%	3,5%
Honduras	3,5%	3,6%
Nicaragua	3%	3,3%
Panama	4%	4%

**Source :** Gustavo Adler, Nigel Chalk, Anna Ivanova, « *Latin America Faces Slowing Growth and High Inflation Amid Social Tensions* », FMI, 1<sup>er</sup> février 2023, <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/02/01/latin-america-faces-slowng-growth-and-high-inflation-amid-social-tensions>

Ces prévisions s'expliquent notamment par le fait que les économies de ces pays sont significativement liées aux chaînes de production et de valeurs des États-Unis (assemblage, agriculture, tourisme, transferts de fonds - « remesas » - des diasporas installées sur le territoire de la première puissance mondiale<sup>5</sup>), et qu'elles bénéficient de son effet d'entraînement (plan de relance et d'investissements, croissance de l'emploi, notamment dans la construction et les travaux publics). Pourtant, ces résultats indiquent comment un découplage peut exister entre des performances formelles de croissance et des dynamiques

<sup>4</sup> *Perspectives de l'économie mondiale. Inflation au sommet et croissance en berne*, FMI, janvier 2023, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/WEO/2023/Update/January/French/textf.ashx>

<sup>5</sup> En augmentation constante à destination des pays centre-américains depuis les États-Unis (entre 4% et 40% selon les pays en 2021-2022), les « remesas » représentent entre 15% et plus de 25% du PIB des pays de la zone. En 2021, cette part était d'environ 15% pour le Nicaragua, 18% pour le Guatemala, 26% pour le Honduras et El Salvador. Sources : *La Voz de America*, 7 janvier 2023, <https://www.vozdeamerica.com/a/crecimiento-remesas-para-latinoamerica-seguira-con-tendencia-a-estabilizarse/6907947.html> ; Bloomberg, 1<sup>er</sup> novembre 2022, <https://www.bloomberglinea.com/2022/11/01/las-remesas-en-centroamerica-var-por-su-segundo-mejor-ano-de-la-decada/>

de (non)redistribution des richesses produites dans des pays où le modèle de développement est caractérisé par sa structure inégalitaire.

Dans le même temps, les économies centre-américaines souffrent directement des conséquences de la guerre en Ukraine. Importateurs énergétique (pétrole notamment), agricole (intrants, fertilisants) et alimentaire (céréales, oléagineux), ils subissent les contrecoups du conflit initié par la Russie et des sanctions imposées à cette dernière par les puissances occidentales (États-Unis, Union européenne, Australie, Japon). Les pays centre-américains connaissent ainsi une poussée inflationniste préjudiciable qui vient nourrir les dynamiques de crises économiques (augmentation des prix des matières premières, énergétiques et des intrants dans la production, notamment agricole) et sociales (prix à la consommation). Et ce, même si cette poussée pourrait se réduire sensiblement en 2023 et 2024, si les prévisions se confirmaient.

Inflation	2021	2022	2023	2024
Nicaragua	7,2%	11,2%	6,1%	4,8%
Guatemala	3,1%	10%	5,5%	4,5%
Honduras	5,3%	9,8%	6,2%	4%
Costa Rica	3,3%	8,3%	4,1%	3,4%
El Salvador	6,1%	6%	2%	1,5%
Panama	2,6%	2,2%	3,1%	2%

*Source*: Gustavo Adler, Nigel Chalk, Anna Ivanova, « Latin America Faces Slowing Growth and High Inflation Amid Social Tensions », FMI, 1<sup>er</sup> février 2023, <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/02/01/latin-america-faces-slowng-growth-and-high-inflation-amid-social-tensions>

Dans ce contexte sanitaire et socio-économique, les pays de la région sont toujours plus vulnérables à l'insuffisance alimentaire et à la faim. Ainsi, à la sortie de la pandémie, 56% de la population au Guatemala vit en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée. Ce taux atteint 50% au Honduras, 46,5% au Salvador, 15% au Costa Rica. Entre 2019 et 2021, il est passé en moyenne pour l'ensemble de la zone méso-américaine (avec le Mexique) de 28,2% de la population à 34,1%. Pour sa part, la faim touche, elle, 18,6% de la population au Nicaragua, 16% au Guatemala, 15,3% au Honduras, 7,5% au Salvador, 6% au Panama et 3,5% au Costa Rica. Ce taux est passé de 7,6% à 8,4% de la population mésoaméricaine (dont le Mexique) entre 2019 et 2021<sup>6</sup>.

Dans l'ensemble de ces pays, chacun de ces phénomènes (informalité, faim, insécurité alimentaire, chômage, pauvreté, inégalités, etc.) affecte plus particulièrement les femmes, les jeunes et les minorités indiennes ou afro-descendantes.

<sup>6</sup> *Panorama regional de la seguridad alimentaria y nutricional - América Latina y el Caribe 2022*, Organisation des Nations unies pour la faim et le développement (FAO), 20 janvier 2023, <https://www.fao.org/documents/card/es/c/cc3859es>. Les chiffres concernant l'évolution de l'insécurité alimentaire au Panama ne sont pas communiqués dans ce rapport.

## 2 - CHOCS CLIMATIQUES ET MOBILISATION RÉGIONALE

Les pays centre-américains sont traditionnellement affectés par les phénomènes structurels cycliques (ouragans et cyclones, pluies torrentielles, séismes, glissements de terrain, etc.). Ces derniers s'intensifient, se diversifient et s'aggravent du fait des dérèglements climatiques mondiaux engagés. Tous ces pays sont touchés par divers phénomènes d'augmentation des températures, de déforestation, d'inondations (Honduras, Guatemala, Costa Rica, Panama) ou, au contraire, de baisse des précipitations et de sécheresses (tous les pays sont concernés), d'augmentation du niveau de la mer, etc. Les événements extrêmes s'y multiplient. Les ouragans Eta et Iota en 2020, et Julia en 2022, ont causé la mort de centaines de personnes, affecté des millions d'autres et causé des sinistres évalués en dizaines de millions de dollars.

L'ensemble de ces phénomènes menace directement les activités humaines (agriculture, pêche, tourisme, infrastructures portuaires, maritimes, énergétiques et de défense, etc.), se combine aux problèmes socio-économiques et sanitaires pour exacerber ceux, structurels, des sociétés centre-américaines (pauvreté, inégalités, informalité, insécurité alimentaire, violences, criminalité, etc.).

Face à ces périls, les pays centre-américains s'organisent au niveau régional et international pour faire entendre leurs voix et agir au sein des négociations climatiques et de biodiversité multilatérales. Ainsi, le Costa Rica co-préside, aux côtés de la France et du Royaume-Uni, la Coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples (CHA) - *High Ambition Coalition for Nature and People* en anglais. Cette dernière s'engage pour que d'ici à 2030, un statut d'aires protégées soit octroyé à 30% de la surface du globe (terres et océans). Cet objectif donne son nom à la campagne internationale « 30\*30 ». Soixante pays participent à cette coalition dont le Costa Rica, le Guatemala, le Nicaragua et le Panama (et sept autres pays latino-américains). Pour leur part, le Costa Rica, El Salvador et le Guatemala sont signataires de la Déclaration de Glasgow sur les forêts et son utilisation (*Glasgow Leaders' Declaration on Forests and Land Use*) adoptée lors de la 26<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur le climat (COP26) de Glasgow (Écosse) visant à enrayer la déforestation d'ici à 2030.

Lors de cette édition, le Costa Rica et le Panama, aux côtés de la Colombie et de l'Équateur, ont créé dans leurs eaux océaniques respectives du Pacifique une zone écologique commune libre de pêche dédiée au maintien de la biodiversité et à la recherche. Ce Corridor marin du pacifique tropical oriental (CMAR) s'étend sur 500 000 km<sup>2</sup>. Incluant les îles Galapagos, il constitue l'une des zones de conservation marine la plus grande du monde. Cette initiative est soutenue depuis 2022 par les États-Unis<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> En savoir plus : U.S. Government Support for the Eastern Tropical Pacific Marine Corridor, US Department of State, 22 mars 2022, <https://www.state.gov/u-s-government-support-for-the-eastern-tropical-pacific-marine-corridor/>

Le Costa Rica co-organise avec la France la préparation de la prochaine Conférence des Nations unies sur les océans prévue en 2025.

### **3 - DES ÉLECTIONS À VENIR SUR FOND DE CRISE MIGRATOIRE ET DE RIVALITÉ SINO-AMÉRICAINNE**

Combinée aux conséquences des violences, de la criminalité organisée (cartels, gangs) liée au narcotrafic<sup>8</sup>, de la corruption endémique qui sévissent dans l'ensemble des pays centre-américains pour y saper les institutions étatiques et démocratiques ainsi que leur légitimité, la dégradation des situations socio-économique et climatique locales nourrit les poussées migratoires qui rythment la vie quotidienne dans la région. Fin 2022, les autorités étatsuniennes avaient intercepté 2,3 millions de migrants à leur frontière avec le Mexique (chiffre historique). Entre 2020 et 2022, sur plus de 5 millions de migrants arrêtés sur une frontière des États-Unis, près de 1,5 million provenaient d'un pays du Triangle Nord (Guatemala, El Salvador, Honduras)<sup>9</sup> et plus de 300 000 du Nicaragua. Pour leur part, 1,9 million provenaient du Mexique.

Sur la frontière entre les États-Unis et le Mexique, le nombre de migrants interceptés est passé d'environ 20 000 par mois avant la pandémie (2020) à plus de 200 000 en novembre 2022. Désormais, si près de 50 000 d'entre eux sont mexicains et près de 30 000 sont issus d'un pays du « Triangle Nord », la majorité - près de 130 000 - provient d'autres pays (depuis début 2021), notamment de Cuba, du Nicaragua, du Venezuela, mais aussi de la Colombie ou du Pérou<sup>10</sup>. Ces évolutions suggèrent que ces migrations, liées aux effets combinés dans ces pays des crises politiques et/ou économiques durant la phase pandémique, pèsent également sur les pays centre-américains, convertis en pays de migrations, mais également désormais de transit tandis qu'ils sont confrontés à de multiples crises qui détériorent leur tissu social.

**C'est dans ce contexte de crises aigües multiformes que se dérouleront trois élections présidentielles dans la région en 2023 et 2024 : en juin et août 2023 au Guatemala et en 2024 au Salvador (février), deux pays avec lesquels Washington entretient des relations difficiles**

<sup>8</sup> Les pays centre-américains concentrent les taux d'homicides parmi les plus hauts de la planète.

<sup>9</sup> 614 000 du Honduras, environ 607 000 du Guatemala et plus de 229 000 du Salvador.

<sup>10</sup> À titre d'exemple, en avril 2020, quatre personnes colombiennes avaient été interceptées par la *US Border Patrol*. Elles étaient 15 439 en novembre 2022. Dans le cas de Cuba, ce chiffre est passé de 161 à 34 639. Et dans le cas du Nicaragua, de 86 à 34 162. Entre 2020 et 2023, près de 380 000 Cubains ont été arrêtés à la frontière (220 000 en 2022) entre le Mexique et les États-Unis, plus de 306 000 personnes du Nicaragua, plus de 277 000 du Venezuela, 181 000 de Colombie. Chiffres extraits de : John Gramlich, « Monthly encounters with migrants at the U.S.-Mexico border remain near record highs », *Pew Research Center*, 10 janvier 2023, <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2023/01/13/monthly-encounters-with-migrants-at-u-s-mexico-border-remain-near-record-highs/> ; Daniel Gonzales, « Migrants from many countries are arriving at the US-Mexico border. Here's why », *Arizona Republic*, 1<sup>er</sup> février 2023, [https://eu.azcentral.com/story/news/politics/border-issues/2023/01/30/migrants-from-many-countries-are-arriving-at-the-us-mexico-border/69745044007/?utm\\_source=pocket\\_saves](https://eu.azcentral.com/story/news/politics/border-issues/2023/01/30/migrants-from-many-countries-are-arriving-at-the-us-mexico-border/69745044007/?utm_source=pocket_saves) ; Adam Isacson, *Migration, country by country, at the U.S.-Mexico border*, rapport du WOLA (Advocacy for Human Rights in the Americas), 23 novembre 2022, <https://www.wola.org/2022/11/migration-country-by-country-at-the-u-s-mexico-border/>



(sur la coopération en matière de lutte contre la corruption et le narcotrafic et sur question de la Chine également pour El Salvador<sup>11</sup>), et au **Panama** (mai).

L'Amérique centrale est également devenue un terrain d'expression de la concurrence entre les États-Unis et la Chine. Les premiers font des questions migratoires, de lutte contre la criminalité organisée, le narcotrafic (coopération sécuritaire, militaire et judiciaire) et la corruption le cœur de leur feuille de route pour leurs relations avec les pays de cette zone. Ces questions sont considérées par Washington comme des sujets de politique intérieure. L'administration Biden a engagé un plan d'aide économique et financier d'envergure à destination des pays du « Triangle Nord ». Ce dernier vise le tarissement des causes des migrations vers les États-Unis (pauvreté, mal développement, violences, corruption, désastres climatiques, faiblesse des États, etc.).

Nommé *Partnership for Central America (PCA)*, ce partenariat public/privé mobilise agences gouvernementales et secteur privé de la première puissance mondiale et entend constituer un plan d'aides de 4,2 milliards de dollars dans cette zone. Il doit y favoriser les investissements, le développement de l'initiative privée, la création d'emplois, la formation d'élites économiques locales, l'économie numérique, la promotion des femmes, l'accès au crédit, l'éducation, l'agriculture dans une orientation de transition énergétique et climatique. Il doit également financer infrastructures et plans de lutte contre la corruption. Une tranche de 950 millions de dollars (*Central America Forward*) a été débloquée en février 2023<sup>12</sup>.

Quant à elle, la Chine, qui peut compter avec le soutien diplomatique du Panama (2017), du Salvador (2018) et du Nicaragua (2021) contre Taiwan, s'assure une forte présence financière et géopolitique dans la zone. Le Costa Rica, El Salvador, le Nicaragua et le Panama sont membres du projet des Nouvelles routes de la soie promu par Pékin. Au Panama, la Chine a investi plus de 2,5 milliards de dollars entre 2005 et 2022. Elle y développe actuellement plusieurs projets d'infrastructures (transports, ports, énergie). Au Salvador, le président chinois Xi Jinping a promis des investissements à hauteur de 500 millions de dollars dans le domaine des infrastructures, du tourisme et de l'énergie.

Dans ce contexte, la deuxième puissance mondiale a déjà investi plus de 810 millions de dollars au Costa Rica et de 700 millions au Guatemala (2022) dans divers domaines :

<sup>11</sup> La « guerre contre les gangs » lancée en 2022 par le président Nayib Bukele (ayant conduit à 64 000 arrestations dans le pays), son état d'urgence prolongé ainsi que la réforme répressive du Code pénal soulèvent de nombreuses préoccupations parmi les organisations de défense des droits humains. El Salvador est le pays qui connaît le taux d'incarcération le plus haut au monde (environ 2% de sa population totale).

<sup>12</sup> Pour en savoir plus, site de la Maison-Blanche : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/02/06/fact-sheet-vice-president-harris-launches-next-phase-of-public-private-partnership-for-northern-central-america/>



infrastructures, transports, technologies (téléphonie cellulaire, internet, 5G, systèmes électroniques)<sup>13</sup>.

Pour Washington, la présence financière, économique, technologique et politique croissante de son « *rival systémique* » en Amérique centrale est désormais une préoccupation.

---

<sup>13</sup> *China Regional Snapshot: Mexico and Central America*, Comité des affaires étrangères du Congrès des États-Unis, 29 novembre 2022, [https://foreignaffairs.house.gov/mexico-and-central-america/?utm\\_source=pocket\\_saves\\_et](https://foreignaffairs.house.gov/mexico-and-central-america/?utm_source=pocket_saves_et) Jie Xi, « China Expands Influence in Central America », *La Voz de America*, 23 février 2022, <https://www.voanews.com/a/china-expands-influence-in-central-america/6456733.html>

© IRIS - Tous droits réservés

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale. L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, l'organisation d'évènements et la formation.



[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)

Twitter : @InstitutIRIS - Facebook : InstitutIRIS - Instagram : institut\_iris  
2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France - Tél : + 33 (0) 1 53 27 60 60

## Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

Twitter : @AFD\_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd\_france  
5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France - Tél. : +33 1 53 44 31 31